

## Intervention de l'Union Départementale des syndicats CGT de Loir & Cher aux manifestations du 12 septembre 2017, Blois, Romorantin, Vendôme.

Cher.es ami.es, cher.es camarades,

Pour MACRON et GATTAZ les salariés dans l'emploi sont pauvres mais devraient être heureux et fiers de créer les richesses profitant aux patrons, aux propriétaires, aux actionnaires et aux banques.

Les autres travailleurs que sont les fonctionnaires, ceux hors de l'emploi que sont les retraités, les chômeurs, les étudiants seraient certes utiles mais représenteraient des charges de moins en moins supportables pour ceux qui ne produisent rien mais qui s'accaparent tout.

Selon Macron, par ruissellement les travailleurs ne vivent que de la richesse de leurs employeurs, il n'y aurait donc pas d'antagonismes de classe alors qu'une minorité décide (les employeurs, les actionnaires) pour une majorité qui produit (les travailleurs).

Dans le droit fil des gouvernements précédents, Macron est le champion du patronat le plus réactionnaire et des plus riches qui se portent toujours aussi bien.

Selon la presse financière, 2016 est une année glorieuse pour les entreprises du CAC 40 puisque pas moins de 55,7 milliards d'euros ont été reversés aux actionnaires sous forme de rachats d'actions et surtout de dividendes.

Dans le même temps, PHILIPS réalisait en 2015 un bénéfice net de 645 millions d'euros et fermait le site de Lamotte-Beuvron pour délocaliser la production en Hongrie malgré les luttes des salariés et de leur syndicat CGT.

Au passage, comme toutes les entreprises françaises, Philips aura touché des millions d'euros du CICE. Mais au nom de la sauvegarde de la compétitivité et des dividendes des actionnaires, l'entreprise supprime des centaines d'emplois et jette dans la précarité et la peur du lendemain des dizaines de familles.

C'est aujourd'hui la volonté des dirigeants de Faurécia par exemple, mais là comme ailleurs, le patronat doit compter avec le syndicat CGT pour défendre les intérêts des salariés et leurs emplois.

Alors que ces stratégies de déversements d'argent public aux entreprises, d'exonérations de cotisations sociales et fiscales, diverses et variées, n'ont servi qu'à accroître les profits de quelques uns, Macron persiste et accélère dans la voie des cadeaux à la finance :

- baisse de 3 milliards d'euros de l'Impôt Sur la Fortune (ISF),
- maintien du pacte de responsabilité (40 milliards d'euros) et du Crédit Impôt Recherche (7 milliards) alors que leur impact sur l'emploi et sur la recherche est nul,
- par contre, aucune mesure de lutte contre la fraude fiscale (plus de 80 milliards).

Malgré la procédure anti démocratique des ordonnances censées mettre au pas le monde du travail, Macron ne parvient pas à museler ceux qui défendent les intérêts du salariat en tant que classe opprimée et en particulier la CGT.

Selon Macron, celui qui s'oppose est un fainéant, un cynique ou un extrémiste parce qu'il n'y aurait qu'une issue pour assurer la survie du pays : la soumission totale des travailleurs au capital.

L'ambition de Macron est claire comme le mandat que lui a donné le MEDEF, transformer la société pour façonner celles et ceux qui la composent, les individus. Il veut asservir les travailleurs, culpabiliser les chômeurs, modeler les jeunes à la sauce patronale, faire les poches des retraités, éliminer les syndicats des entreprises, abattre le système de protection sociale et le code du travail, en les refondant.

Il veut une autre société basée sur le profit, sur l'individualisme au détriment du collectif qui selon lui ne marche plus. Seule la responsabilité individuelle et l'exigence de plus d'efforts de la part de chacun compterait dans le seul but de satisfaire la voracité des détenteurs des capitaux qui parasitent le travail réel.

Macron veut réaliser en France ce qu'a fait le gouvernement allemand au début des années 2000, l'enfer du miracle allemand c'est :

- la baisse des demandeurs d'emploi par la conversion des chômeurs en travailleurs pauvres,
- le démantèlement de la protection sociale,
- l'explosion de la précarité.

Pour avoir refusé la confrontation de classe contre le gouvernement Schröder et le patronat dans les entreprises, les services et la rue, les syndicats allemands ont accompagné l'appauvrissement de la population allemande et

l'extinction du mouvement social. Ils nous invitent aujourd'hui à ne pas répéter leurs erreurs et à nous montrer offensifs contre les reculs sociaux et combattre les ordonnances Pénicaud/Macron.

Par conséquent, les organisations syndicales qui ne sont pas aux côtés des salariés aujourd'hui ici dans la lutte portent une lourde responsabilité pour l'avenir des travailleurs.

Avec cette réforme, le salarié sera seul avec son contrat face à son patron, avec moins de droits collectifs pour le protéger, moins de représentants du personnel pour le défendre, un recours aux prud'hommes de plus en plus restreint pour obtenir de moins en moins de réparation.

Pour Muriel Pénicaud, le code du travail est fait «*pour embêter 95% des entreprises*», il est «*inadapté à l'économie de notre temps*». La ministre et le président Macron préparent donc une véritable thérapie de choc par ordonnances, avec l'objectif assumé de satisfaire la moindre revendication patronale.

Le cœur du projet est de généraliser les accords dérogatoires d'entreprise dans tous les domaines du droit du travail. Le gouvernement veut en finir avec un code du travail conçu comme référence commune à l'ensemble des salariés, fixant les protections les plus fortes possibles et organisant un système de sanctions ; et avec les conventions collectives permettant d'accorder des droits plus favorables dans chaque branche.

Avec un droit du travail par entreprise, sans sanction sur les dispositions conventionnelles, le recours à une inspection du travail exsangue deviendra inopérant. L'ineffectivité du droit du travail est sciemment organisée.

L'objectif est limpide et mortifère pour la classe des salariés : les priver des moyens de se défendre, de faire respecter leurs droits, d'agir collectivement sur les conditions de travail, de revendiquer pour transformer les rapports sociaux et faire reculer le profit en augmentant le salaire direct/net et socialisé/les cotisations.

La ministre explique ainsi qu'il y aura moins de représentant/es du personnel grâce à l'instance unique. Les CHSCT vont disparaître.

Les syndicats pourront être contournés pour valider les accords. Au ministère du travail, on ne recrute plus, on supprime les postes vacants et on réoriente les missions vers le conseil aux patrons.

Nous ne voulons pas d'une société qui n'offre que la précarité comme seule alternative au chômage, qui laisse les mains libres aux patrons pour prendre et jeter leurs salariés à moindre frais et en toute impunité, sans d'autre règle que celles qu'imposent la concurrence et la loi du profit.

Ne nous laissons pas abuser par le discours du gouvernement qui voudrait nous faire croire que cette loi travail est faite pour faciliter la vie des TPE. Elle n'a pour but que de permettre aux petits sous-traitants de faire peser toujours plus sur leurs salariés les injonctions de baisse de prix exigées par les grands groupes qui dominent les marchés afin de garantir leurs profits.

Ne nous y trompons pas : l'objectif est moins, voire plus de droits pour les salariés, plus de cadeaux fiscaux et sociaux au patronat, moins de cotisations sociales pour financer la sécurité sociale et une fonction publique et des services publics au régime sec, avant leur privatisation.

Amoureux du modèle Allemand et du modèle Anglo-saxon américain avec sa flexibilité accrue et sa libéralisation effrénée, les intentions de Macron, inscrites dans l'intégration européenne, à l'encontre du peuple français, sont les mêmes que ce que le capital et l'Union Européenne font subir aux peuples grecs, espagnols, portugais, italiens, etc. Par conséquent, la lutte contre les ordonnances passe par le mouvement de tous les salariés par la grève et les actions revendicatives à partir des lieux de travail pour exiger et gagner le progrès social en portant des revendications offensives et à la hauteur des besoins de la population.

Pour la CGT, ce sont bien les salariés qui font vivre les employeurs, les actionnaires et non l'inverse. Il est temps de prendre nos affaires en main.

Ensemble, unis dans l'action, nous pouvons gagner :

- l'arrêt de la casse de l'emploi dans le privé comme dans le public, par les délocalisations et fermetures d'entreprises et les suppressions de postes statutaires dans la fonction publique,
- la réindustrialisation du Loir & Cher par la relocalisation des productions, l'investissement dans la recherche et l'innovation en s'appuyant sur les atouts et savoir-faire des salariés du département.
- Le renforcement d'une protection sociale solidaire qui réponde à l'ensemble des besoins de la population financée par les richesses issues du travail à travers les cotisations sociales (salaire socialisé), par une couverture des risques à 100%.

- La reconquête de véritables services publics de proximité.
- Des salaires à la hauteur des qualifications reconnues avec un salaire minimum à l'embauche de 2000 € brut, ce qui correspond à une augmentation de 300 à 400 € net, besoin exprimé par les salariés.
- Une augmentation des pensions sur le même niveau d'un minimum de 2000€ avec un départ à la retraite à 55 ans,
- une diminution du temps de travail à 32 heures sur la base d'un salaire minimum de 2000€.
- Une sixième semaine de congés payés
- L'abrogation des Lois Travail, Macron, Rebsamen, Santé, NoTRE, et de toutes les lois régressives.

Stopper Macron, personnification de la mondialisation, de l'Union Européenne et des places financières, reconquérir le progrès social est plus que jamais possible en créant les conditions du rassemblement le plus large des salariés, actifs, retraités et privés d'emploi, de la jeunesse, en gagnant leur implication dans l'action collective, sur tous les lieux du travail et de vie. Cette journée de grève et de manifestation est la 1<sup>ère</sup> étape de la construction indispensable du développement des luttes, de leur mise en convergence pour gagner.

Dans le cadre de cette construction, la CGT a d'ores et déjà proposé aux autres organisations syndicales de faire du 21 septembre, veille de la présentation en Conseil des ministres des ordonnances, un nouveau temps fort de la mobilisation.

Dans le même temps, les organisations de retraités ont lancé depuis plusieurs mois, un appel à la mobilisation, sur des sujets qui concernent les actifs, d'ailleurs, puisque c'est notamment contre la hausse de la CSG et pour l'augmentation des pensions, le 28 septembre avec un rassemblement à 10H00 devant la Préfecture de Blois dans notre département.

Mais le 28 septembre sera également le jour où le 1<sup>er</sup> ministre sera au congrès de l'association des régions de France qui se déroulera à Orléans pour officialiser ses intentions, annoncer les mesures qui frapperont les collectivités locales, les services de l'Etat et ses intentions en matière de fiscalité.

Pour la CGT, il est inconcevable que le 1<sup>er</sup> ministre vienne dans notre région sans appeler les salariés à l'interpeller. C'est pourquoi, le Comité Régional CGT Centre a décidé d'appeler les salariés à manifester le jeudi 28 septembre 2017 à 15H00 place d'Arc à Orléans, contre l'austérité, la casse sociale, pour l'augmentation des moyens afin de développer des services publics de proximité.

Si nous allons proposer aux autres organisations d'appeler ensemble, l'UD CGT de Loir & Cher organise des départs collectifs en cars, auxquels nous vous invitons à vous inscrire dès aujourd'hui.

Face à la transformation en profondeur de notre société, au service exclusif du patronat et de la finance, que prétend nous imposer Macron, seule la mobilisation massive de tous les salariés permettra d'imposer d'autres choix. La CGT est déterminée à poursuivre ses efforts pour informer, convaincre les salariés de s'organiser, de créer ou de renforcer leur syndicat CGT, d'entrer dans l'action collective qui seule permettra de reconquérir le progrès social. Alors à bientôt encore plus nombreux dans la lutte.